

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4718>



Appel collectif : Ni guerre ni état d'urgence

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Publication date: lundi 15 février 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Vendredi 5 Février - L'Humanité

Signataires : Christine Delphy, sociologue, Francis Feeley, américaniste, Sabina Issehnane, économiste, Rose-Marie Lagrave, sociologue, Daniel Mermet, journaliste, Marwan Mohammed, sociologue, -Christian de Montlibert, sociologue, Ugo Palheta, sociologue, Willy Pelletier, sociologue, Sylvie Tissot, sociologue.

Après l'Europe centrale, l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient, c'est maintenant en Syrie et à nouveau en Irak que la France mène la guerre en attendant d'intervenir en Libye. Il est vrai qu'en cinq cents ans, la France a été engagée 110 fois dans un conflit armé. La France est perpétuellement en guerre. Même si les médias en parlent peu, la guerre continue. Elle tue des civils qui n'ont droit qu'au silence. Car aucune frappe n'est chirurgicale. Les civils tués sous nos bombes valent-ils moins que les civils tués sur notre sol ? La guerre s'annonce infinie, en Syrie, en Irak, en Libye, au Mali et ailleurs où la France continue sa politique postcoloniale et impose par les armes une morale des droits de l'homme dont elle juge, unilatéralement, qu'elle est la seule gardienne.

Certains s'indignent de l'état d'urgence sans condamner les interventions françaises. C'est là une bien courte vue limitée au confort des libertés publiques « chez nous ». Mais comment refuser l'état d'urgence et sa constitutionnalisation sans dénoncer la guerre qui les autorise ? Comment accepter cette guerre qui, de coalitions en connivences, de confrontations de forces en réactions en chaîne, étendra fatalement le périmètre des belligérants, en suscitant, ailleurs, d'autres conflits armés ? La guerre exige d'abonder toujours davantage les budgets militaires (soutien des opérations, solde des soldats et des policiers, etc.). Elle conduit conjointement chaque État à faire au moins autant, si ce n'est plus, que les concurrents. La guerre cause et appelle la guerre. Elle avive la surenchère des États qui soutiennent leurs multinationales de l'énergie et de l'armement pour maintenir, réaffirmer, élargir leur domination matérielle (sur les espaces et les ressources) ainsi qu'idéologique et même culturelle (sur des sociétés voulues vassales). La guerre, en France, ne peut se faire qu'au détriment des politiques sociales. La guerre, là-bas, assassine, détruit, ruine et engendre la misère et la haine. Peut-on croire que la détestation d'une France qui bombarde n'aura à terme aucune conséquence en France ? Les performances des Rafales dans les cieux syriens font figure de « Salon du Bourget » grandeur nature. Les ventes d'armes françaises en seront boostées. Et d'ailleurs, la guerre constitue toujours une magnifique opportunité pour vendre, via des circuits opaques, des armes à tous les belligérants. Mais elle facilite en même temps une dissémination des armes (pillages de dépôts, reventes...) qui, par la suite, servent encore, n'importe qui et n'importe quel motif : du terrorisme au grand banditisme...

La guerre provoque et provoquera davantage de migrations douloureuses. Lesquelles sont utilisées pour justifier aussi bien la généralisation des équipements de surveillance que toutes les formes de racisme qui, à leur tour, minent les relations sociales. Il faut donc être cohérent : dire non à l'état d'urgence, c'est dire non à la guerre. Car la guerre extérieure entraîne quasi automatiquement le renforcement des contrôles à l'intérieur du pays. Et presque toujours, la guerre produit un rassemblement nationaliste autour d'une supposée identité menacée, ce qui légitime toutes les restrictions de liberté. Elle engendre un état d'urgence permanent qui finit par servir de prétexte pour criminaliser toutes les résistances au néolibéralisme, qui, lui-même, se nourrit de la guerre.